Les attitudes à l'égard du bruit environnemental dans les régions rurales et non rurales du Canada Sommaire exécutif

Préparé pour Santé Canada Nom du fournisseur : Advanis Inc.

Numéro de contrat : HT372-204623/001/CY Valeur du contrat : 48 166,25 \$ (TVH comprise)

Date d'attribution : Le 12 mars 2021 Date de livraison : Le 5 juillet 2021

Numéro d'enregistrement : POR 133-20

Pour plus de renseignements sur ce rapport, veuillez contacter Santé Canada à l'adresse

suivante:

hc.cpab.por-rop.dgcap.sc@canada.ca

This report is also available in English.



Contexte

La formulation des avis de Santé Canada sur le bruit et la santé pour les évaluations environnementales (EE) en vertu de la Loi sur les évaluations d'impact (LEI) repose sur une base scientifique mondiale, issue d'enquêtes sociales menées dans des zones développées urbaines et suburbaines. Le ministère dispose de très peu d'informations sur les attitudes et les attentes à l'égard du bruit dans les communautés rurales ou éloignées, et d'aucune donnée relative aux Autochtones canadiens. Ceci a été identifié depuis plusieurs années comme une lacune en matière de connaissances. En effet, les lignes directrices actuelles de Santé Canada (Santé Canada, 2017) incluent une rectification importante des décibels (à savoir, + 10dB) basée sur une attente présumée plus importante vis-à-vis de la tranquillité dans les zones rurales dites « calmes ».

En réalité, de nombreuses communautés concernées par le bruit lié au projet seraient identifiées comme étant rurales/éloignées. C'est la raison pour laquelle toute information supplémentaire que le ministère pourra obtenir par le biais de ce sondage dans les zones rurales (comparées aux zones non rurales) contribuera à la formulation de conseils sur les EE. De plus, les informations concernant les Autochtones canadiens seront utiles à la formulation de ces conseils. Par conséquent, Santé Canada souhaite évaluer les réactions de la population canadienne (autochtone et non autochtone) à propos du bruit, vivant dans des communautés rurales et non rurales au Canada.

Manière dont la recherche soutient les priorités gouvernementales ou ministérielles :

La Direction de la sécurité des milieux (DSM) de Santé Canada fournit à l'Agence d'évaluation d'impact du Canada (AEIC) des conseils sur l'EE dans le cadre de la *LEI*, qui inclut les impacts du bruit sur la santé humaine. Les coordinateurs de l'évaluation environnementale du DSM sont tributaires des experts en la matière (EM) du Bureau de la protection contre les rayonnements des produits cliniques et de consommation (BPRPCC) pour fournir, sur demande, des conseils scientifiques sur le bruit et la santé. Ils s'appuient également sur les EM du BPRPCC pour élaborer, réviser et mettre à jour les directives de Santé Canada en matière de bruit et de la santé, et pour défendre l'avis du ministère lors des audiences formelles de la commission. Afin de satisfaire à ces obligations et de soutenir l'obligation juridique du développement en vertu de la LEI, le BPRPCC effectue des recherches pour combler les lacunes en matière de connaissances dans le but d'améliorer la formulation de conseils de la part du ministère.

Manière dont les résultats de la recherche profiteront aux Canadiens :

Les résultats fourniront de nouveaux renseignements sur les désagréments liés au bruit, le sommeil, les attitudes et les attentes qui informeront les prochaines mises à jour des lignes directrices de Santé Canada. Santé Canada estime que le désagrément et les troubles du sommeil sont des facteurs de risque potentiel associés à des problèmes de santé. C'est pourquoi les informations recueillies dans le cadre de ce sondage permettront de développer une base de

connaissances qui servira à fournir des conseils d'experts au sujet des répercussions du bruit sur la santé.

Risques liés au manque de sécurisation des informations :

On peut craindre que les données existantes ne reflètent pas entièrement les attitudes et les attentes des populations autochtones à l'égard du bruit de l'environnement. Les scientifiques de Santé Canada étudient d'autres sondages pour combler ce manque de connaissances. Toutefois, à ce jour, rien n'indique que l'un de ces sondages comprendra des données relatives ou suffisantes sur le thème du bruit.

Il n'y a aucun risque associé à la réalisation de ce projet. Le fait de ne pas réaliser ce projet signifierait que les conseils fournis par le ministère en matière d'évaluation environnementale demeureraient tels quels. Ceci est associé à un niveau d'incertitude susceptible de compromettre la valeur des conseils fournis.

Objectifs de l'étude

L'objectif principal de cette recherche était de recueillir des informations sur les attitudes et les attentes relatives aux désagréments liés au bruit et au sommeil.

Les objectifs spécifiques de la recherche étaient les suivants :

- Acquérir une compréhension des niveaux de bruit dans les communautés à travers le Canada, y compris le bruit de la circulation routière, du trafic aérien et de l'équipement
- Déterminer comment le bruit extérieur peut affecter les attitudes et les comportements à la maison ou dans la communauté
- Évaluer le bruit extérieur en tant que facteur potentiel de perturbation du sommeil
- Identifier les corrélations entre les perturbations des bruits extérieures et la santé mentale/physique
- Comme certaines des régions d'échantillonnage se chevaucheront avec des zones ayant fait l'objet d'une EE fédérale, nous pourrons éventuellement tirer parti des données publiques de modélisation du bruit par le biais du Registre canadien d'évaluation d'impact

Méthodologie

Le ministère de Santé Canada a sollicité un échantillon fondé sur des probabilités au sein de la population de 5 000 Canadiens, âgés de 18 ans et plus. L'un des objectifs était d'atteindre 1 000 résidents autochtones des zones rurales et urbaines du Canada (avec un minimum de 500 personnes provenant de régions éloignées). Dans le cadre du sondage, les répondants se sont classés eux-mêmes par zone géographique (éloignée, rurale, ville de banlieue, urbaine) et ont indiqué leur statut d'Autochtone.

L'étude fondée sur les probabilités a été réalisée selon une approche en deux étapes, où les répondants ont été recrutés par téléphone pour participer à un sondage en ligne sur Internet. Les répondants ont été recrutés pour l'étude en ligne, selon leur préférence au moment du recrutement, soit par courriel ou par SMS (messagerie texte). Suite à l'invitation initiale, si les répondants n'avaient pas encore répondu au sondage, un message de rappel leur était envoyé. Des messages de rappel ont été envoyés 3 jours et 6 jours après le recrutement initial.

Dans l'ensemble, 11 492 répondants ont été recrutés pour participer à l'étude. Au total, 24 133 numéros de téléphone ont été appelés entre le 12 avril et le 19 mai 2021, et 11 492 personnes ont été recrutées pour participer au sondage, soit un taux de réponse de recrutement de 50,6 % (voir annexe A).

Sur les 11 492 participants recrutés, 6 647 ont répondu au sondage en ligne, soit un taux de réponse de 57,8 % parmi les personnes recrutées. La marge d'erreur de l'étude était de +/-1,2 %, avec un intervalle de confiance de 95 % (c.-à-d. 19 fois sur 20).

La durée moyenne pour répondre au sondage en ligne était d'un peu moins de 10 minutes.

Total des dépenses

Le coût total de cette étude était de 48 166,25\$ incluant la TVH.

Exigence de neutralité politique

Certification de neutralité politique

Je certifie par la présente, en tant qu'agent principal d'Advanis, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences de neutralité politique du gouvernement du Canada décrites dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans les Procédures de planification et d'attribution des marchés de recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'informations sur les intentions de vote, les préférences des partis politiques, les positions auprès des électeurs ou l'évaluation de la performance d'un parti politique, ou de ses dirigeants.

Signé: Visho tout ?

Nicolas Toutant, Vice-président, Recherche et évaluation